

395

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Un forum pour le centre à Mopti

ATT a fondu en larmes recevant sa lettre d'invitation



Cardinal Jean Zerbo : «La meilleure des révolutions est celle qui construit, non celle qui brûle»



Soumeylou Boubèye Maïga : «La stabilisation du pays doit se faire selon les principes

**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez- vous dans nos agences

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

SPRIT

Une	Un forum pour le centre à Mopti : ATT a fondu en larmes recevant sa lettre d'invitation	P.4
Brèves	Région de Mopti : 8 morts dans des attaques séparées perpétrées par de présumés terroristes	P.8
	Prévention climatique : Le Mécanisme de Suivi et d'Alerte Précoce face aux Risques d'Inondation lancé	P.8
	Message de condoléance de Honorable Soumaila Cissé à la famille de notre confrère Moussa Barry	P.8
	Front pour la Sauvegarde de la Démocratie : Déclaration sur la situation sécuritaire Du Mali	P.9
	Kayes, cercle de Yelimané : Une intronisation sous haute tension	P.9
	Situation préoccupante dans la région de Mopti : Le Collectif "Stop trop de morts" voit le jour	P.10
	Message de Félicitations	P.10
Actualité	Enrichissement illicite dans l'administration publique : Les causes et les types identifiés	P.12
	Partenariat scientifique Mali-France : Célébration du 75 ^e anniversaire de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) au Mali	P.13
	Cardinal Jean Zerbo : "La meilleure des révolutions est celle qui construit, non celle qui brûle"	P.15
Politique	Soumeylou Boubèye Maïga : «La stabilisation du pays doit se faire selon les principes	P.18
	Mahamat Saleh Annadif sur la crise : "Je crois que nous avons tous échoué, et le premier échec, c'est les Maliens d'abord"	P.19
	Tension au RPM : La famille politique d'IBK dénonce un grand parjure politique	P.20
Culture & société	Sikasso : Les grottes de Missirikoro, de la légende à la réalité	P.22
	Revalorisation de l'artisanat malien : Le ministre Mme Nina Walet Intallou montre le bon exemple	P.23
International	Affaire Pétro Tim au Sénégal : La lettre de démission de M Aliou Sall	P.24
	Tentative de coup d'État en Éthiopie : Au moins trois hauts responsables tués en plus du chef d'état-major	P.25
	Burkina Faso : Deux nouvelles attaques de jihadistes meurtrières dans le Nord	P.26
	Niger : La première Dame à l'opération de salubrité	P.26
Sport	Diadié Samassékou : «On n'a pas vraiment de pression»	P.27
	Le coach de l'Algérie Belmadi sur l'équipe du Sénégal : "Mon ami Aliou doit assumer son rôle de favori"	P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication** : Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.8



P.12



P.19



Un forum pour le centre à Mopti : ATT a fondu en larmes recevant sa lettre d'invitation

« Le pays est meurtri et le centre est en brasier ». C'est signé Boucari DICKO, Maître de cérémonie, qui introduisait une conférence de presse consacrée au lancement d'un appel aux maliens pour s'unir et sauver le pays.

C'était ce lundi 24 juin dans la grande salle des conférences de la Maison de la presse bondée de monde. Au présidium, Me Kassoum TAPO, ancien bâtonnier et éphémère ministre des Droits de l'homme chargé des relations avec les Institutions avait à ses côtés : Ousmane Madani HAÏDARA (Président du Haut conseil islamique du Mali), le Cardinal Jean ZERBO, le Révérend Nouh Ag Infa YATTARA et Mamadou TOGO (Secrétaire Général de la Coordination des Associations des Ressortissants de Mopti – CAREM). Derrière eux sur l'estrade et devant dans la salle, deux dizaines de personnalités locales originaires de la région de Mopti ou nationales qui avaient tout aussi leur place au présidium.



L'objet de la rencontre ? Lancer un cri de cœur à tous les fils et à toutes les filles du Mali pour s'unir et sauver le pays.

Me Kassoum TAPO, l'initiateur de l'événement et principal orateur, a commencé son intervention par une citation : « Si tous les enfants du pays, par leur main, bouchaient les trous de la jarre... ». On connaît la suite. C'était pour dire que « seule l'unité de tous peut sauver le pays ».

Pour ce faire, il a eu l'idée d'organiser un forum

sur la paix. Il a donc pris des contacts à gauche et à droite avec des personnalités et des organisations et recueilli de bonnes dispositions. Il a alors appelé l'ancien président Amadou Toumani Touré, ATT au nom des jeunes de Mopti pour lui demander « de fédérer et sauver notre région ». Lui aussi a répondu favorablement : « Je suis à la disposition de Mopti, je suis un soldat », peut on résumer sa réaction.

Et une fois le tout ficelé, il a fallu faire le voyage à Dakar voir l'homme « le mieux indiqué pour parrainer le forum » selon lui. La délégation a officiellement remis à ATT la lettre qui l'invite à parrainer le forum à venir. C'était en mars 2019 précise le chef de la délégation, Kassoum TAPO. « Il accepté d'être le parrain. Il a fondu en larmes ».

A ce stade de fin de récit et d'explication de la genèse de l'initiative, l'avocat s'adresse à la salle pour « vous appeler tous et toutes pour nous mettre tous ensemble pour sauver le pays ». Il lance aussi un appel à la communauté internationale pour lui dresser le sombre tableau de Mopti où « il n'existe aucun service de l'Etat, aucune activité socioéconomique à cause des Jihadistes et plus de bétail ». Il finit en avertissant : « Evitons le médecin après la mort ».



Ce sont les mêmes qui tuent Peuls et Dogons

Sur ce, TAPO laisse la parole à ses voisins qui vont tous insister sur le fait qu'il ne peut pas avoir une guerre inter-ethnique au Mali. Ousmane Madani HAÏDARA estime que cette tragédie est fabriquée pour nous diviser, avant de remercier Maître TAPO pour son initiative. Pour lui, ce sont les mêmes qui tuent : « Que les Peuls et les Dogons sachent que cette guerre n'est pas la leur ». Et il ajoute : « Nous sommes avec TAPO pour cette initiative ». Le Cardinal Jean ZERBO estime que nous tous sommes témoins de cette tragédie, que c'est notre chance. Il demande alors : à quoi s'adoser ? « Ce forum, merci à Dieu, à TAPO et aux initiateurs. On est avec vous ». Il ajoute que Dieu nous demande deux choses : devenir des sentinelles (il dit se sentir coupable), prier et intercéder entre les parties en conflit. Il demande à Dieu de faire de ce forum une

source d'apaisement.

Le Révérend YATTARA de Tombouctou, parlera de ses origines multiples, des Bellas, des jumelles en tout Tombouctou et Djenné et de ses ascendants et connections biologiques et sociales pour mieux aborder la problématique. La salle tombe en silence. « Je suis des DICKO, BOLI, TEMBELI,.. ». Comment ne pas « mieux » connaître une tragédie quand on est imbriqué dans toutes les parties ? Aussi, demande-t-il que l'on soit tous des sentinelles et tenir notre place. Il invoque les livres saints et leurs commandements, rappelle la Constitution de Kouroukanfouga pour insister sur l'égalité et la non-discrimination depuis la nuit des temps. Il évoque la présence passée de juifs à Mopti et l'harmonie de la vie sociale de l'époque.

Et, enfin, il lance un appel aux peuples de Mopti et du Mali pour refuser l'extrémisme religieux.

Dernier orateur, Mamadou TOGO (Secrétaire

général de la Coordination des associations des ressortissants de Mopti) demande (avec sa voix basse et son débit de parole lent) d'entrée de jeu de cesser de pleurer les morts pour sauver les vivants. « Il faut arrêter les tueries, nous donner la main pour chasser ceux qui sèment la mort. Il faut fédérer nos forces et faire converger nos élans pour bouter dehors les tueurs de notre terroir ».

TOGO estime que l'Etat doit mieux faire, que les maliens doivent savoir qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et que la 5ème région est une digue. Et si la digue cède, d'autres vont suivre. Il insiste sur la famine qui pointe son nez au centre. TOGO demande leur aide aux maliens en ce sens.

Le forum de paix est désormais connu et il sera attendu comme le messie.

■ AMADOU TALL



Ashley Leïla MAIGA



Ashley Leïla MAIGA a retweeté MIKADO FM. Mahamat S. Annadif, chef de la @UN_MINUSMA: "A partir du moment où il y a toujours des morts au #Mali, nous considérons que nous avons tous échoué. Et le premier échec est celui des Maliens d'abord."

MIKADO FM

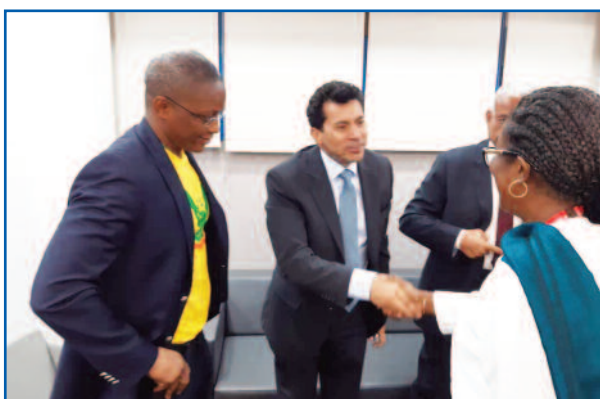


Mahamat S. Annadif, chef de la @UN_MINUSMA: "Notre mandat, c'est un mandat de stabilisation du #Mali. Mais à partir du moment où nous sommes là et qu'il y a toujours des morts, nous considérons que nous avons tous échoué. Et le premier échec est celui des Maliens d'abord."

Arouna Modibo TOURÉ



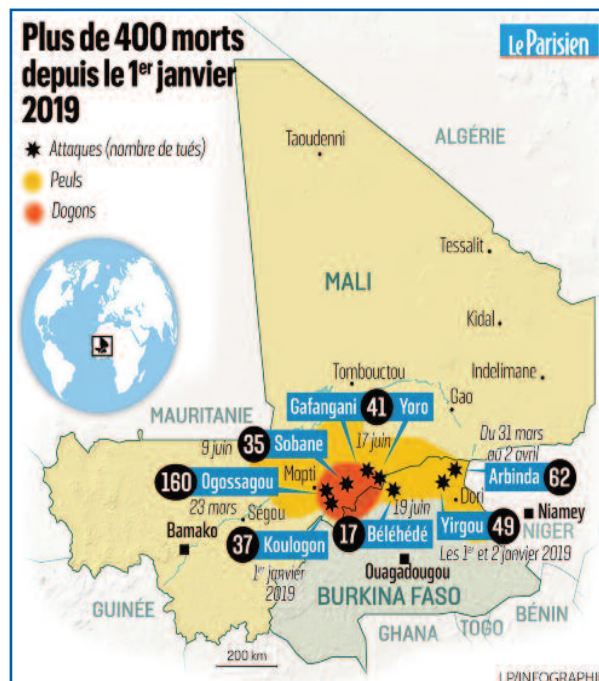
Première étape réussie ! Ce soir les Aigles nous ont donné une très grande joie ! Ils ont été à la hauteur de nos attentes. Tout le Mali est avec eux ! TotalAFCON2019 MLIMTN LesAigles



Séga DIARRAH



Centre du #Mali : Plus de 300 civils tués depuis le début de l'année 2019. Sortons massivement le samedi 29 JUIN pour dire STOP, ça suffit, rendez vous à 09h au monument obélisque (Bougie Ba) Hamdallaye ACI 2000. sobane ogossagou gafangani koulogon Yoro.



Ministère des Affaires Étrangères du Mali

Après avoir passé plus de 8 ans au Mali, SEM Alexei DOULIAN, Ambassadeur de la Russie dans notre pays et non moins Doyen du Corps diplomatique, est en fin de mission. Le Diplomate russe est venu, ce lundi 24 juin, faire ses adieux à SEM @T_Drame, MAECI. #DiplomatieMalienn



Mountaga TALL



Au Mali, la situation sécuritaire se dégrade dangereusement. Tous s'en inquiètent. Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) fait part de ses analyses ici :

FRONT POUR LA SAUVEGARDE DE LA DEMOCRATIE (FSD)

DECLARATION SUR LA SITUATION SECURITAIRE DU MALI

Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, constate avec inquiétude l'aggravation de l'insécurité dans certaines localités du Mali notamment Tombouctou, Mopti et certaines parties du nord de la région de Ségou.

Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie constate également que l'ensemble des acteurs présents sur le terrain déplorent l'absence de l'Etat, le manque de suivi des actions indispensables à la restauration de la sécurité et du vivre-ensemble en dehors des actions médiatiques et de propagande, le manque de solidarité réelle envers les populations en détresse ou endeuillées ;

Ce manque de compassion s'est particulièrement manifesté à Bougouni le mardi 18 juin 2019 à l'occasion de la journée du paysan qui s'est tenue le lendemain du drame de Yoro et Gangafani (cercle de Koro) sur fond de grandioses manifestations festives tout au long du parcours du Président de la République et pire sans un mot de compassion pour la quarantaine de morts, les blessés et les déplacés ;

Les mêmes acteurs de terrain déplorent l'absence de renforts conséquents plusieurs fois promis et annoncés par le Gouvernement pour protéger les populations menacées malgré des SOS lancés, le non-désarmement des milices et des porteurs d'armes, l'absence d'enquêtes à fortiori de poursuites et de sanctions judiciaires, l'impunité totale après des assassinats ciblés ou pire des massacres de villages entiers ;

Pire, les représentants de l'Etat, sans protection ni motivation quittent en nombre leurs postes de travail laissant les populations sans administration, sans école ou centre de santé.

Face à cette situation, des organisations légitimes et représentatives des populations comme Ginna Dogon, Irganda ou Tabilal Pulaaku se sont fortement investies mais, sans malheureusement trouver une écoute attentive auprès du Gouvernement.

Aussi, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, au regard des meurtres quotidiens qui ne sont même plus rapportés et qui se banalisent, des assassinats de masse s'assimilant quelquefois à des génocides, aux déplacements massifs de population, à l'insouciance voire la démission de l'Etat :

- s'incline sur la mémoire des disparus et prie ardemment pour le repos de leurs âmes et souhaite prompt rétablissement aux blessés ;
- Exige le désarmement immédiat de toutes les milices et autres porteurs d'armes ;
- Exige du Gouvernement de sortir des incantations et des actions spectaculaires sans lendemain et de mener des enquêtes approfondies suivies de procès transparents et de condamnations exemplaires ;
- appelle à un VASTE RASSEMBLEMENT et une mise en commun des multiples initiatives actuellement "en cours émanant de partis politiques, associations, mouvements et personnalités concernées ou impliquées pour apporter une solution définitive à la crise qui prévaut au centre du Mali ;
- s'engage à travailler à la mise en place de ce rassemblement pour des actions et activités concertées.

Bamako, le 23 juin 2019

Presidence Mali

Cérémonie d'installation des facilitateurs du dialogue politique inclusif, en cours, à Koulouba, présidée par le Président de la République, Chef de l'Etat, en présence de nombreux invités.



Mali Actu

Mali : Paix et réconciliation: Le monde de la culture s'engage <https://maliactu.net/mali-paix-et-reconciliation-le-monde-de-la-culture-sengage/> ... @maliactu



Biram Faye

Toutes mes félicitations à MoussaSow nouveau coordonnateur de la Convergence des Jeunes Républicains (COJER). Tu peux compter sur mon soutien total. Kebetu



aBamako

Mali Recrudescence de l'insécurité au centre du Mali Bientôt un grand forum pour la paix à Mopti L'ex président ATT, Cherif Madani Haidara, Jean Zerbo y prendront part..



Soumaïla CISSÉ

Fier des Aigles! Félicitations et encouragements.



Ngari SALL

Arrestations arbitraires en Mauritanie après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle ! Les policiers entrent dans les maisons pour déloger les jeunes noirs ! Merci de partager ces images pour que le monde sache ce qui se passe actuellement dans ce pays



Rwandan Community Abroad Mali

Président Kagame (à propos des Droits de l'homme): Nous nous sommes battus pour les droits de l'homme et les libertés de notre peuple, beaucoup mieux et + que quiconque, y compris vous, qui continuez à parler de ce non-sens. Rwanda EDD19 Agaciro AfriqueDeNosVoeux



Mamadou Lamine Diallo

Pour rappel, Yaya Jammeh le Coran à la main a volé, opprimé, humilié le peuple gambien pendant 20 ans. Le peuple sénégalais ne l'acceptera pas de la dynastie FayeSall. SallGate PetroGazGate Kebetu



U.S. Embassy Mali

L'Ambassade des USA au Mali adresse ses félicitations aux Aigles du Mali qui se sont imposés face à la Mauritanie 4 - 1 lors de leur première sortie à la coupe d'Afrique des Nations 2019 en Egypte. Maaali Pussanci A Magni Deh ! USAMali CAN2019 @PresidenceMali P. Credit: AP

Région de Mopti : 8 morts dans des attaques séparées perpétrées par de présumés terroristes



Des attaques séparées contre des civils, perpétrées au centre du Mali par de présumés terroristes, ont fait huit morts au cours du dernier week-end, a-t-on appris lundi de sources informées.

Des hommes armés non identifiés ont attaqué dimanche les villages de Pêdê et d'Anana dans la commune de Dioungani dans le cercle de Koro au centre du Mali, faisant deux morts et un blessé, ont précisé les mêmes sources.

Toujours au centre, le chef du village de Hombori, dans le cercle de Douentza (région de Mopti), a été assassiné ce week-end par des hommes armés. Au même moment, Moussa Dembélé, 3e adjoint au Maire de Ouenkoro dans le cercle de Bankass au centre du Mali, a été enlevé par des présumés terroristes.

Dans le cercle de Macina dans la région de Ségou, des hommes armés ont attaqué le hameau Noumoudaga du village de Soumini. Cinq personnes ont été tuées et neuf autres blessées. Selon des témoins sur place, les assaillants au nombre d'une dizaine étaient venus à bord d'un pick-up.

Message de condoléance de Honorable Soumaila Cissé à la famille de notre confrère Moussa Barry

Mes sincères condoléances à la Famille de Moussa Barry, à tous ses parents, amis et collègues. Moussa Barry m'a accompagné partout au Mali, de Kidal à Kayes, dans tous les pays que j'ai visités, tant en Afrique de l'Ouest que Centrale.

Plus que Cameraman, il a été un Ami, un Frère, un Complice. Moussa BARRY a fait preuve de disponibilité de tous les instants. Modeste, serviable, il avait un humour chaleureux. Je pense à ses Collègues d'AFRI-CABLE et à tous les professionnels des médias. Moussa a vécu sa passion et, pour moi, il reste vraiment un professionnel exceptionnel qui aimait vraiment son job. Des prières pour le repos de son Âme.

Prévention climatique : Le Mécanisme de Suivi et d'Alerte Précoce face aux Risques d'Inondation lancé



Le Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine, et son collègue de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, ont co-présidé ce mardi matin à Bamako la cérémonie de lancement du Mécanisme de Suivi et d'Alerte Précoce face aux Risques d'Inondation.

Cette initiative est portée par le Projet de Gestion des Risques et d'Inondations (PGRCI).

Cet outil appelé "Mécanisme de Suivi et d'Alerte Précoce face aux Risques" vient améliorer le service météorologique déjà fourni par l'Agence Nationale de la Météorologie (Mali-Météo). La gestion de cet outil se fait en collaboration entre le PGRCI, Mali-Météo, et la Direction Nationale de l'Hydraulique. Il permet la collecte d'information des informations climatiques et hydraulique. Et une fois ces informations disponibles, l'outil détermine la zone géographique susceptible de constituer un danger climatique afin d'alerter les autorités et populations de ladite zone. Son but principal est d'alerter à temps sur des risques climatiques afin de préserver des vies et des biens.

Solidarité gouvernementale !

Les ministres Ibrahima Abdoul LY et Housseini Amion Guindo sont plus que jamais déterminés à mener une lutte farouche contre les risques d'inondations, cela à travers un mécanisme moderne et adapté au besoin local. Ce travail se fera à travers une bonne collaboration des services techniques des deux départements concernés.

■ Moussa Nimaga



Front pour la Sauvegarde de la Démocratie : Déclaration sur la situation sécuritaire Du Mali



Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, constate avec inquiétude l'aggravation de l'insécurité dans certaines localités du Mali notamment Tombouctou, Mopti et certaines parties du nord de la région de Ségou. Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie constate également que l'ensemble des acteurs présents sur le terrain déplorent l'absence de l'Etat, le manque de suivi des actions indispensables à la restauration de la sécurité et du vivre-ensemble en dehors des actions médiatiques et de propagande, le manque de solidarité réelle envers les populations en détresse ou endeuillées ;

Ce manque de compassion s'est particulièrement manifesté à Bougouni le mardi 18 juin 2019 à l'occasion de la journée du paysan qui s'est tenue le lendemain du drame de Yoro et Gangafani (cercle de Koro) sur fond de grandioses manifestations festives tout au long du parcours du Président de la République et pire sans un mot de compassion pour la quarantaine de morts, les blessés et les déplacés ;

Les mêmes acteurs de terrain déplorent l'absence de renforts conséquents plusieurs fois promis et annoncés par le Gouvernement pour protéger les populations menacées malgré des SOS lancés, le non-désarmement des milices et des porteurs d'armes, l'absence d'enquêtes à fortiori de poursuites et de sanctions judiciaires, l'impunité totale après des assassinats ciblés ou pire des massacres de villages entiers ; Pire, les représentants de l'Etat, sans protection ni motivation quittent en nombre leurs postes de travail laissant les populations sans administration, sans école ou centre de santé.

Face à cette situation, des organisations légitimes et représentatives des populations comme Ginna Dogon, Irganda ou Tabital Pulaaku se sont fortement investies mais, sans malheureusement trouver une écoute attentive auprès du Gouvernement.

Aussi, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, au regard des meurtres quotidiens qui ne sont même plus rapportés et qui se banalisent, des assassinats de masse s'assimilant quelquefois à des génocides, aux déplacements massifs de population, à l'insouciance voire la démission de l'Etat :

- s'incline sur la mémoire des disparus et prie ardemment pour le repos de leurs âmes et souhaite prompt rétablissement aux blessés ;
- Exige le désarmement immédiat de toutes les milices et autres por-

Kayes, cercle de Yelimané : Une intronisation sous haute tension



Situation très tendue, ce dimanche 23 juin dans le village de Kersignané Diafounou commune de Konsiga cercle de Yelimané. Une association dénommée Dagakane s'est violemment opposée à l'intronisation du chef de village Abdoulaye Kebe.

Selon nos informations, ladite association a mobilisé ses membres pour interdire l'accès du village à tous les invités venus assister la cérémonie. La voiture du sous-préfet a subi de jets de pierre. Des vieux, femmes et enfants mêmes des simples passants ont subi la torture de cette association.

Pire, nos confrères de la télévision Niètaa, invités pour le reportage de la dite cérémonie, ont été agressés par DAGAKANE. Ces jeunes voulaient, selon nos sources, prendre et détruire de force les images que les caméramans de Niètaa ont réalisées au cours de ce reportage. Les journalistes de la télévision Niètaa ont été sauvés, indique la source, grâce à l'intervention de certains jeunes favorables au nouveau chef de village. Le nouveau gouverneur de la région de Kayes et le procureur de Yelimané sont indexés, selon notre source, d'être de connivence avec l'association Dagakane. Une association qui fait et défait la loi dans cette localité Soninké sans aucune inquiétude.

Nous y reviendrons plus en détails...

■ B.K

teurs d'armes;

- Exige du Gouvernement de sortir des incantations et des actions spectaculaires sans lendemain et de mener des enquêtes approfondies suivies de procès transparents et de condamnations exemplaires ;
- appelle à un VASTE RASSEMBLEMENT et une mise en commun des Multiples initiatives actuellement en cours émanant de partis politiques, associations, mouvements et personnalités concernées ou impliquées pour apporter une solution définitive à la crise qui prévaut au centre du Mali ;
- s'engage à travailler à la mise en place de ce rassemblement pour des actions et activités concertées.

Bamako, le 23 juin 2019

Situation préoccupante dans la région de Mopti : Le Collectif "Stop trop de morts" voit le jour



Face à la situation dramatique du Centre, un groupe de citoyens de tous bords confondus, guidé par la fibre patriotique, s'étaient réunis le jeudi 19 juin 2019 au siège de l'AJCAD pour répondre à une question centrale : qu'est-ce que nous, citoyens maliens, pouvons faire de façon individuelle et collective pour apaiser la tension, voire arrêter l'hémorragie?

Après plus d'une heure d'échanges, plusieurs actions citoyennes ont été arrêtées. Et le samedi 22 juin 2019 a été retenu comme journée de réflexion sur la situation du centre.

Ce samedi, ils étaient là, pour examiner sereinement la situation du centre et proposer des actions concrètes de nature à apaiser la crise. Chacun, selon sa connaissance, a livré sa lecture de la situation. Après l'analyse contextuelle, les participants se sont penchés sur les actions à mener dans les prochains jours. Trois axes prioritaires ont été retenus avec plusieurs actions : l'influence politique, la sensibilisation et le dialogue social.

NB: Le Collectif est ouvert à toutes les sensibilités et à tout individu partageant son idéal.

Message de Félicitations



Le Gouvernement de la République du Mali joint sa voix à celle de l'ensemble du peuple malien pour féliciter nos braves Aigles ainsi que leur encadrement technique pour la victoire éclatante face à la Mauritanie, 4 buts à 1, lors du premier match de la CAN Total 2019 d'Egypte.

Merci à nos jeunes footballeurs d'être venus à bout de cette équipe Mauritanienne aussi pleine de talents. Étant l'une des plus jeunes équipes de cette compétition, vous avez montré une réelle envie de jouer et un très bon état d'esprit.

Par cette victoire obtenue au prix de mille efforts, vous avez démontré à toute l'Afrique entière la hargne de vaincre de toute la jeunesse malienne. Votre combativité et votre envie de jouer au ballon n'ont d'égale que votre amour pour votre pays, MALIBA. Tout le Mali vous souhaite une très bonne chance pour la suite de la compétition.

Que Dieu vous bénisse !

Gouvernement du Mali

Découvrez la nouvelle plateforme

omni LITE

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernière
informations du moment



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Enrichissement illicite dans l'administration publique: Les causes et les types identifiés



Pot-de-vin, trafic d'influence, favoritisme, fraude, détournement de deniers publics et extorsion, telles sont les principales causes du phénomène, selon un rapport de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite.

Au Mali, une étude commanditée par l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite (OCLEI) identifie les types d'enrichissements illicites et les causes à l'origine de ce mal qui ronge notre pays et plombe l'avenir des générations futures. Le rapport de cette étude, dénommée «Etude étiologique du phénomène de l'enrichissement illicite dans l'administration publique malienne», a été validé à la faveur d'un atelier qui a eu lieu vendredi dernier à Laïco hôtel Amitié.

Il ressort de ce rapport que sur un échantillon de 711 agents concernés par l'étude, 55,8% affirment que la faible rémunération des agents publics est l'une des principales causes de l'enrichissement illicite au Mali.

88,05% de ces personnes disent n'avoir pas confiance en la justice malienne. Alors que 96,06% trouvent que les règles, les procédures, les lois et les règlements sont loin d'être respectés au niveau de l'administration malienne. Quant à l'aspect économique, une catégorie de l'étude, 57% des agents interrogés, estiment que la «volonté d'être riche» est l'une des causes de l'enrichissement illicite au niveau des services publics maliens, pendant que 55,3% pointent du doigt le mode de vie des Maliens et la dégradation des mœurs. La liste est loin d'être exhaustive.

Ces résultats ont permis, selon le document de 91 pages, aux enquêteurs d'identifier les pratiques d'enrichissement illicite les plus courantes au sein de l'administration publique malienne. Pot-de-vin, trafic d'influence, favoritisme, fraude, détournement de deniers publics et extorsion, telles en sont les principales, selon le rapport. Ces pratiques prolifèrent, déplore l'étude, à cause de la fai-

blesse du système institutionnel, législatif, réglementaire, du revenu des agents publics, de la volonté d'être riche, de la fragilité du système juridique et judiciaire. Le mode de vie (dépenses socioculturelles) des Maliens, la dégradation des mœurs, la méconnaissance des droits et devoirs par les citoyens, et l'insuffisance de la volonté politique, sont aussi évoqués par les auteurs de cette étude, réalisée par le Cabinet Aicha Consulting et Audit. Rappelons que cette étude a été réalisée dans le district de Bamako et les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso. Elle a concerné un échantillon de 711 agents travaillant dans l'administration publique malienne. Les techniques d'enquête ou de sondage utilisées à cet effet ont été, entre autres, l'observation, l'enquête, l'entretien, le brainstorming et le recueil de données. Pour ce faire, les causes de l'enrichissement illicite dans notre pays ont été classifiées en catégories : causes économiques, politiques, institutionnelles, législatives, réglementaires, juridiques et judiciaires, les sentiments d'insécurité personnelle et les causes socioculturelles.

Ainsi, pour mettre fin à ce phénomène, les auteurs de l'étude ont formulé des recommandations, notamment l'amélioration des conditions de travail et de vie des agents publics et du dispositif institutionnel et réglementaire, la réforme du cadre politique, le renforcement des capacités des organes de contrôle, la participation active de la société civile et l'implication des médias dans la lutte contre l'enrichissement illicite.

Intervenant à l'ouverture des travaux, la représentante du président de l'OCLEI avait justifié l'intérêt de cette étude. « Le mandat de l'OCLEI est de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagée au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite », avait rappelé Mme Bagayogo Fanta Camara. Pour la bonne exécution de cette mission, l'Office est résolument engagé pour la bonne compréhension de ce fléau afin de mieux le combattre, avait-elle assuré.

■ Amadou B. MAÏGA



Partenariat scientifique Mali-France : Célébration du 75^e anniversaire de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) au Mali

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé, a présidé, ce mardi matin, la cérémonie d'ouverture de la journée du partenariat scientifique entre le Mali et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), placée sous le thème « L'IRD, la trajectoire d'un partenariat scientifique au Mali »

La cérémonie s'est déroulée en présence des ministres en charge de la Santé et des Affaires sociales, M. Michel Sidibé, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mahamadou Famanta, de l'ambassadeur de France au Mali, SEM Joël Meyer, du directeur général de l'IRD, et de nombreuses personnalités maliennes et françaises.

Nous partageons avec vous l'allocution du Premier ministre, Chef du Gouvernement lors de cette cérémonie.

- Monsieur le Ministre de la Santé et des Affaires sociales ;
- Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique ;
- Excellence Monsieur l'Ambassadeur de

France au Mali ;

- Monsieur le Président Directeur Général de l'IRD ;
- Madame KEITA Djénéba, Maire-Adjointe de la ville de Montreuil en charge du développement économique, Vice-présidente EST-Ensemble ESS ;
- Madame DJIRE Mariam DIALLO, Maire de la commune III du District de Bamako.

C'est avec un réel plaisir que je préside la cérémonie d'ouverture de la journée consacrée au partenariat scientifique entre le Mali et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), ceci, dans le cadre de la célébration de ses 75 ans d'existence.

Plaisir et satisfaction d'être parmi vous, tout d'abord car, scientifique de formation, j'ai toujours attaché une grande importance à la recherche pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. J'y reviendrais !

J'ajoute que mon plaisir d'être ici est redoublé par le fait qu'il s'agit d'échanger, de partager des idées sur les collaborations scientifiques de nos instituts maliens dont l'un d'eux est pi-

loté par le Professeur Jean Paul MOATTI qui a dirigé en son temps mon doctorat d'économie à l'Université de Marseille. Ce sont donc pour moi des retrouvailles émouvantes. Le contexte est certes bien différent mais la joie de côtoyer à nouveau le Pr MOATTI est intacte.

Si l'IRD est officiellement reconnu au Mali depuis 1984, date de l'accord de siège qui nous lie, alors sous le nom de l'ORSTOM, ses chercheurs sont présents au Mali depuis le milieu des années 50.

Une présence donc ancienne qui a occasionné des compagnonnages scientifiques sur la durée, que nous appelons collaborations, coopérations ou, aujourd'hui, partenariats. Il me semble que l'atout de l'IRD est de pouvoir associer la recherche et la formation : j'en suis un exemple vivant. Une formation « à la recherche par la recherche » exigeante !

Tout ceci a été rendu possible par la présence au long cours de ses chercheurs et la permanence de sa représentation à Bamako par-delà les aléas de la situation.

Cela est extrêmement important dans ce monde et dans notre pays, le Mali, confronté à des défis majeurs.

J'en verrai deux pour lesquels précisément l'apport de la recherche est indispensable. Le premier est de comprendre le monde dans lequel nous vivons, mesurer ses évolutions, saisir ses dynamiques.

Avec la diffusion d'informations en temps réel, les réactions immédiates sur les réseaux so-

ciaux, on voit bien que se propagent des informations erronées qui relèvent surtout de l'avis ou du point de vue.

Le danger est que ces informations soient présentées comme des vérités absolues ou des preuves. La seule alternative à cette situation, c'est la production de données robustes, par les chercheurs.

Cela demande parfois du temps (mais pas toujours), des moyens, mais je reste convaincu que l'investissement est éminemment rentable : l'économiste que je suis dirait que cela est coût/efficace. Il faut parfois accepter de « perdre du temps » pour en gagner. Le décideur a tout intérêt à écouter les chercheurs. A charge pour eux de produire des analyses qui soient accessibles et interprétables par le responsable politique.

Sachez qu'en ce qui me concerne, je serai toujours attentif à la voix des chercheurs.

Ce d'autant plus que la situation que vit notre pays nécessite de comprendre ce qui se passe,

que ce soient les dynamiques qui expliquent la situation actuelle ou les enjeux nous permettant de sortir de la crise que nous vivons. Il ne s'agit pas de trop demander à la recherche, de penser qu'elle a la solution à tous les défis auxquels nous sommes confrontés : par contre je suis certain, à l'inverse, que sans la sollicitation de l'expertise scientifique notre compréhension des situations s'en trouverait réduite.

Le second défi auquel nous sommes confrontés et pour lequel, à son niveau, l'IRD est et doit continuer à être présent, est celui de la formation de nos jeunes. Notre pays a une population très jeune qui a besoin d'être formée. Certes toute la jeunesse n'est pas destinée à faire des études supérieures, mais celles et ceux qui choisissent cette voie doivent être accompagnés, encouragés dans ce sens. C'est la raison pour laquelle je souhaite que l'IRD continue à appuyer nos étudiants et nos formations.

Je sais que c'est d'ores et déjà le cas (par des bourses de thèse, pas l'appui à des formations en master) et je souhaite que cela continue, s'amplifie, au même titre que l'effort fourni par l'Ambassade de France dans le domaine de la formation, et que je salue ici.

Le Mali est confronté à des défis, le gouvernement que je dirige sait que sa mission sera d'autant plus aisée à remplir qu'il pourra s'appuyer sur la collaboration de l'ensemble de ses partenaires. Dans le domaine scientifique l'IRD est le premier d'entre eux et je souhaite qu'il continue à l'être.

Aussi cette journée est importante car elle permettra à la fois de parler de nos collaborations passées et nous projette dans le futur de ce que pourrait être une science au service d'un développement durable, inclusif.

C'est pourquoi, sans plus tarder, je déclare ouverte cette journée dédiée à la trajectoire du partenariat scientifique de l'IRD au Mali.

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Cardinal Jean Zerbo : “La meilleure des révolutions est celle qui construit, non celle qui brûle”



En 2017, l'Église malienne était accusée d'évasion fiscale et de détenir des comptes bien remplis en Suisse et ailleurs. Depuis ces révélations, Monseigneur Jean Zerbo évitait religieusement la presse. Quelques semaines plus tard, il devenait le premier Malien de l'histoire créé Cardinal, le dixième Africain. L'occasion était belle pour s'exprimer. Il n'en fit rien, des déclarations circonstanciées mises à part. Pour Journal du Mali, il a accepté de sortir de son mutisme. C'est dans ses appartements privés, au milieu des portraits du jour de sa consécration, qu'il nous reçoit, en prenant le soin de s'asseoir

juste en dessous du portrait de Monseigneur Luc Auguste Sangaré, son mentor, un homme pour lequel il a le plus grand respect. À 75 ans, le cardinal se dit en mission pour un Mali retrouvé, un « Mali qui retombe sur ses jambes et non sur son cou ».

Le 28 juin 2017, vous êtes devenu le premier Malien créé Cardinal. Comment l'avez-vous vécu ?

Ça a été une grande surprise pour moi. Ce jour-là je me trouvais à Faladié pour une cérémonie qu'on appelle la confirmation. Moi mis à part,

tout le monde semblait être au courant de la nouvelle. Ils me regardaient donc d'une certaine façon et j'en cherchais la raison. Une sœur est venue me voir avec un téléphone, me disant que le Secrétaire de la Conférence épiscopale voulait me parler. J'ai pensé que c'était pour la nomination de l'évêque de Mopti. Celui qui occupait cette fonction était décédé en 2016, je m'attendais donc à ce que l'on parle de cela. Il m'a vite fait savoir que ce n'était pas pour cela, avant de m'apprendre que j'avais été retenu pour être créé Cardinal. Je l'ai pris avec beaucoup d'humilité. Qu'ai-je fait pour mériter cet honneur ? Je n'en sais rien. Le Mali est dans une période difficile. Qu'un ressortissant de ce pays ait été choisi comme une ressource pouvant aider l'humanité... Pour servir à relever la réputation du Mali, de ma famille, de la communauté chrétienne, j'ai accepté cette fonction avec humilité.

Votre mission a-t-elle évolué ?

Les problèmes qui concernent la communauté chrétienne du Mali, et même la communauté humaine en général, nous les portons. Nous le faisons à deux niveaux. Nous devons tout d'abord nous poser en sentinelles, en veilleurs. La sentinelle doit scruter, relever, tous les signes. Faire le tri entre ceux qui pourront causer préjudice par la suite et ceux qui ne sont que des bruits. Le leader religieux doit d'abord être une sentinelle. Ensuite, il faut être un intercesseur. À deux niveaux également, entre les humains tout d'abord. Cultiver le vivre ensemble entre les parents et les enfants, entre les époux, au sein du service, sur le plan politique. Partout où se trouvent les humains naissent des conflits, mais le plus important est de les aider à faire le dépassement et à se comprendre.

En second lieu, il faut prier. C'est pourquoi il est demandé aux religieux d'être des personnes recueillies, afin qu'ils puissent présenter les besoins des humains devant Dieu. Être recueilli d'abord pour soi-même. Quand on est leader religieux, les gens peuvent vous rendre orgueilleux. Chacun de nous se connaît. Plus tu t'approches de Dieu et plus tu te rends compte que tu es un pêcheur. Nous avons des religieux qui, parce qu'ils ont adulés, deviennent de petits dieux. Cela ne se devrait pas. À ce moment, tu sors de ton rôle et tu deviens une idole. Une fois, une personne m'a dit que

j'étais son idole. Je lui ai répondu que non, car une personne qui croit en une idole n'est pas un croyant. Il a par la suite précisé le sens dans lequel il avait employé le mot, mais je souhaitais lui montrer que je n'étais qu'un homme simple. Je peux poser un acte qui lui plaira aujourd'hui et demain en poser un autre avec lequel il sera en total désaccord.

Avez-vous des responsabilités au sein du Vatican ?

Être créé Cardinal signifie que vous êtes un collaborateur direct du Pape. Une de nos tâches est de participer à l'élection du nouveau Pape. Dès ma nomination a été créé un ministère spécial chargé de la Famille. Je suis dans ce dicastère.

Quels sont les problèmes de la communauté chrétienne du Mali ?

Toute communauté doit miser sur sa jeunesse. Au point que le Pape a tenu une grande réunion en 2018, où étaient rassemblés les délégués des jeunes à travers le monde. Une des préoccupations de notre pays est sa jeunesse. C'est une chance, mais également un défi. Faute de pouvoir être absorbée par le gouvernement, cette jeunesse se résout à emprunter la route du désert, à tenter l'aventure, et ce avec toutes les conséquences que nous connaissons. C'est un grand défi que toute Église doit gérer avec la société. Nous faisons face également à l'équation de la famille. Nous entendons des histoires qui convergent vers la fragilité actuelle des foyers. Et quand la famille n'est plus solide dans une société, cette dernière va à sa perte.

Chacun de nous, à un moment de notre vie, connaît des crises. Mais ces crises passagères ne nous définissent pas. Il n'est pas rare de voir une personne que l'on croyait irrécupérable changer pour le mieux quelques années plus tard. Donc cette crise de la jeunesse ne doit pas nous effrayer, elle devrait nous appeler à davantage de responsabilité. Et cela commence au sein de la famille. C'est pourquoi, tous les samedis, je dis une messe pour les familles. Je me suis pour cela inspiré du chant d'Amadou et Mariam « Les dimanches à Bamako, c'est le jour des mariages ». Que d'accidents ces jours-là ! Les jeunes qui font les fous sur des motos ou avec des voitures, des

gens excédés qui les maudissent. A contrario, nous faisons des bénédictions. Que Dieu bénisse le foyer de ceux qui se marient. Que, dans les familles où les choses vont bien, cela puisse continuer, que dans les familles dans lesquelles il y a des crises, il y en a partout, les membres arrivent à s'entendre. Les jeunes qui n'arrivent pas à se décider, que le Seigneur les conduise vers le partenaire adéquat. Et les autres, ceux qui ne veulent pas se marier, qu'ils sachent que dans l'Église, il y a les prêtres et les religieuses, qui restent célibataires, se consacrent à Dieu et prient pour les familles.

Le rôle d'un leader religieux est très important, notamment en période de crise. Quelle approche prônez-vous afin d'aider le pays à se relever ?

C'est au moment des crises que nous devons, particulièrement la jeunesse, montrer notre capacité de résilience. Nous ne pouvons baisser les bras et tenir des discours abattus. Moi, je m'engage afin que l'on puisse sauver la situation et j'accepte ma nomination comme une mission à mener dans ce sens. Comment y arriver ? Je l'ai évoqué plus haut, en étant une sentinelle.

Mais je ne puis le faire seul. C'est pourquoi que les leaders religieux doivent travailler de concert. Cette mission, nous l'avons hérité de nos aînés, Mgr Luc Sangaré, Balla Kalé et Oumar Ly. C'étaient les trois, quand j'étais jeune évêque, que j'admirais. Ce sont eux qui, quand ça n'allait pas au Mali, allaient voir le Président de la République. Ils ne sont plus là. Nous sommes donc investis de cette mission et je compte bien la mener je suis. Je ne veux pas égaler personne, je veux simplement faire avec ce que je suis. Sans compter que les temps ont changé. À l'époque, tout le monde ne pouvait pas parler, mais aujourd'hui nous sommes en démocratie, l'expression est plus libre. J'ai suivi la tournée d'Ousmane Chérif Haidara (en janvier et février), je l'ai écouté. Son discours est un discours de tailleur. Pas celui qui coupe et jette. Mais le tailleur avec l'aiguille et les fils. Ça fait mal, mais quand il a fini de raccommoier, ça guérit. Il tient un discours fédérateur. Les religions ne sont pas là pour mettre les gens dos à dos. Fédérer, c'est ce qui sauvera ce pays, et non tirer à boulets rouges sur les autres. Aimer son prochain

comme Dieu le demande, car le seul jugement est celui de Dieu. Nous n'avons pas de leçons à lui donner, nous devons plutôt avec humilité recevoir les siennes. Et les médias doivent nous aider en faisant des analyses non partisans des situations. Ce n'est pas le cas pour l'heure. Beaucoup nous disent de nous méfier des journalistes. Je me méfie, mais j'ai confiance.

Après la présidentielle de 2018, vous avez entrepris, avec d'autres chefs religieux, de concilier les positions des leaders politiques. Alors que d'habitude vous vous faites discret...

J'étais ici au moment du coup d'État de 1991. Le jour de l'arrestation de Moussa Traoré la ville était au bord de l'implosion. J'étais chez mon frère quand j'ai reçu un coup de téléphone disant que Moussa avait été arrêté. Aussitôt nous avons entendu des coups de feu. Il y a eu des tueries qui m'ont laissé sans voix. Ça m'a fait mal. Notre démocratie a été acquise sur de nombreux péchés, puissions-nous les expier. Ce jour-là, ce sont nos enfants qui ont été les martyrs et c'est terrible. Quand j'y repense, j'ai mal. Qui était responsable ? Moussa Traoré ou les acteurs du mouvement démocratique ? Qui a utilisé les enfants comme boucliers ? En général, quand ça chauffe, c'est au chef de famille d'aller s'enquérir de la situation. C'est ma réflexion personnelle. J'ai 75 ans passé, mais je me dois de pousser cette réflexion, afin que ce qui s'est passé en 1991 ne se répète plus jamais dans notre pays. Jamais ! Si nous sommes obligés de sacrifier nos enfants pour la démocratie ou je ne sais quelle dénomination politique, c'est comme si nous nous crevions un œil afin que notre voisin devienne aveugle (Banyengo). Je parle avec mon cœur.

L'URD m'a envoyé les conclusions de son congrès. Elles disaient : « nous ne partirons plus en guerre, nous pensons que ce serait irresponsable de tenter un coup de force. Nous déplorons la manière dont les élections se sont passées, mais nous assumons ». J'ai relevé cette partie et j'ai dit au Président de l'URD que je partageais ce point de vue. Ça nous évitera une crise postélectorale qui ne nous mènera nulle part. Nous devons changer les ressentiments en amour et en sacrifice pour ce pays. Nous serons jugés sur la manière

dont nous gérons cette crise. Il nous faut nous atteler à ce que l'histoire qui en sera contée ne soit pas une tragédie.

Vous avez vécu plusieurs évolutions du Mali. Quel est votre regard sur le pays aujourd'hui ?

En dépit de tout ce qui se dit, je reste optimiste. L'unité nationale doit être préservée. C'est d'ailleurs au nom de cette unité que nous devons mettre de côté nos différends. Des personnels de certaines ambassades sont venus me voir afin que nous explorions l'idée d'imiter la Suisse. Je leur ai opposé un non ferme. « Vous avez votre modèle, ne venez pas nous l'imposer. Respectez notre choix. C'est ce qui avait été décidé au moment de l'indépendance. Nous sommes des partisans de Modibo Keita. C'était un grand homme. Chaque année, le 22 septembre était consacré jour de la rentrée scolaire pour tous les établissements. Il rassemblait tout le monde ce jour-là et tenait des discours marquants. Il disait : « nous avons pris un risque, un grand. Ce risque c'est l'in-

dépendance. Nous n'avons rien, mais nous avons tout ». Nous nous demandions tous ce qu'il voulait dire. Après, il précisait : « ce tout, c'est vous, en regardant chacun de nous et en nous montrant du doigt. « Retournez dans vos établissements, étudiez et revenez construire ce pays. Nous avons pris le risque de l'indépendance pour vous ». Tu sortais de là en ayant l'impression que ta vie avait un sens. Mais aujourd'hui nous avons oublié toutes ces valeurs. À notre époque, quand nous finissions, nous étions aussitôt pris dans la fonction publique. Mais sachez que l'année de mon baccalauréat nous étions 13 à le passer, toutes séries confondues. Les chiffres ont explosé depuis. Il fallait préparer les gens à l'auto-emploi car le gouvernement ne pourra jamais absorber tous ceux qui passent par l'école malienne. Et, tant que la jeunesse ne sera pas convaincue de s'engager sur cette voie, aucune révolution ne nous fera sortir de l'ornière. Le Mali doit s'assumer et nous devons accepter cette montée de la jeunesse et la préparer à faire face.

Vous vous dites confiant. Pourtant ce

sont les acteurs du mouvement démocratique qui sont aujourd'hui les leaders du pays ?

La meilleure des révolutions est celle qui construit, non celle qui brûle. À chaque rencontre que j'ai avec eux, je leur dis sans ambages qu'ils se sont battus ensemble contre Moussa Traoré et pour l'avènement de la démocratie. « Et, aujourd'hui, vous ne pouvez plus vous sentir. C'est inconcevable. Moussa est toujours en vie, il sera le plus heureux de voir que ceux qui l'ont combattu se font face. C'est malheureux ». En les écoutant, ils affirment tous faire pour le Mali, pour le peuple. Mais ce qui intéresse le peuple, c'est de pouvoir se nourrir, se loger, en soi de pouvoir vivre. Les querelles politiques ne sont pas ce qui les intéresse. Mais, je le répète, j'ai confiance, en notre jeunesse notamment. Faites mieux que nous, construisez, je les exhorte. J'en suis persuadé, ce pays retombera sur ses jambes et non sur son cou.

■ **Journal du Mali**

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest



Soumeylou Boubèye Maïga : «La stabilisation du pays doit se faire selon les principes»

Ségou, le 22 juin 2019, le parti Alliance pour la Solidarité au Mali- Convergence des Forces Patriotiques (ASMA-CFP) a fait sa rentrée politique nationale sous la houlette de son président Soumeylou Boubèye MAÏGA.

A l'occasion de la rentrée politique de son parti Alliance pour la solidarité au Mali-Convergence des forces patriotiques (ASMA-CFP), samedi dernier à Ségou, Soumeylou Boubèye Maïga a fait des déclarations qui sonnent comme des clarifications.

L'ancien Premier ministre a tenu à réaffirmer sans ambages son soutien au président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta. Au cas où son départ de la Primature aurait semé quelque doute dans certains esprits, cette déclaration a le mérite de la clarté : « Sans ambiguïté aucune, nous soutenons le président IBK et le Premier ministre Boubou Cissé ».

Au lendemain du rendez-vous de la Capitale des Balanzans, nous avons rencontré le président de l'ASMA-CFP qui explique que son soutien s'inscrit dans la durée et qu'il est résolument engagé dans l'Accord politique pour la gouvernance. Pour lui, l'entente du 2 mai dernier n'est autre que la phase II de la mise en œuvre du

projet politique du président Ibrahim Boubacar Keïta : « Notre grand Mali avance ».

Le pays, estime-t-il, doit être stabilisé suivant les principes démocratiques. « Les Maliens ont élu le président de la République. Pas question de favoriser une nouvelle légitimité en dehors de lui », souligne-t-il en précisant que le dialogue politique inclusif devrait aboutir à l'union sacrée autour du président Keïta pour sortir le pays du mauvais pas.

Le parti ASMA-CFP soutient la prorogation du mandat des députés, précise Soumeylou Boubèye Maïga pour qui cette légitimité doit être renouvelée rapidement par des élections législatives. Dans la perspective des futures échéances électorales, l'ASMA-CFP entend constituer avec d'autres formations un bloc politique qui va fédérer les forces acquises au soutien du projet politique du président Keïta. Sur les questions de sécurité, Soumeylou Boubèye Maïga est convaincu que le niveau intolérable de la violence dans la région de Mopti n'est pas le fait d'un conflit intercommunautaire. « C'est le fait de groupes radicaux qui veulent créer un vide et imposer un nouvel ordre politique », analyse-t-il, invitant à éviter des références à l'appartenance religieuse ou eth-

nique dans la communication sur les événements qui endeuillent la région de Mopti.

Le renouvellement du mandat de la Minusma est prévu à la fin de ce mois. Dans cette perspective, l'ancien Premier ministre estime que le mandat de la mission onusienne devrait refléter la réalité sur le terrain. La réalité du terrain, pour lui, c'est la situation critique et la menace de l'expansion de la violence à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

La sphère musulmane du continent, observe-t-il, est sérieusement menacée par les groupes radicaux qui ambitionnent de continuer à étendre leur zone d'influence.

Le nouveau mandat de la Minusma devrait permettre d'établir une articulation avec le G5 Sahel afin de mener des actions permanentes dans les zones frontalières qui sont les endroits de prédilection des groupes extrémistes.

Soumeylou Boubèye Maïga prône aussi une coopération plus poussée entre les pays concernés pour une mutualisation des efforts aussi bien dans l'action militaire que dans la reconstruction du vivre ensemble. Cette reconstruction, préconise-t-il, commande de trouver des solutions aux problèmes de gouvernance qui ont provoqué la perte de confiance des citoyens dans les institutions. Les solutions ? L'ancien Premier ministre propose une nouvelle gouvernance territoriale qui se traduira par une décentralisation plus poussée, donnant davantage de possibilités aux populations dans la gestion des affaires locales. Il soutient également l'intégration des écoles coraniques dans le système éducatif.

Sur la question de la négociation avec les groupes radicaux, l'ancien Premier ministre pense qu'il faut neutraliser la branche radicale et récupérer tous les individus qui se sont engagés par opportunité.

« C'est le noyau dur qui est la source de la violence », souligne-t-il, rappelant qu'au sein de ces groupes, de nombreux nationaux ont été pris dans la spirale parce que le phénomène a gagné leur terroir. « Ce qui rend très difficile la lutte contre ces groupes », indique Soumeylou Boubèye Maïga pour qui il serait judicieux de favoriser l'émergence de nouveaux leaderships locaux dans les zones affectées. Ce qui ne se fait pas forcément en un seul jour. Les actions doivent s'inscrire dans la durée car, fait-il remarquer, il s'agit d'un défi contemporain.

■ B. TOURÉ

Mahamat Saleh Annadif sur la crise: “Je crois que nous avons tous échoué, et le premier échec, c’est les Maliens d’abord”

Une mission conjointe de l’Organisation des Nations unies (ONU) et de l’Union européenne (UE) a séjourné dans notre pays du 19 au 21 juin. Aux termes de ce séjour, les émissaires des deux organisations ont reconnu la nécessité et l’urgence de renforcer leurs soutiens aux autorités maliennes dans la gestion de la crise sécuritaire qui sévit au Mali.

Conduite par le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l’ONU et le secrétaire général adjoint du service européen pour l’action extérieure, cette

mission conjointe a permis aux envoyés des deux organisations d’échanger avec des différentes sensibilités sur la situation sécuritaire dégradante dans les régions du Centre du Mali dont le président de la République, le Premier ministre, des partis politique et des acteurs directement concernés par cette situation. L’objectif était de s’imprégner, après la détérioration de la situation sécuritaire dans la région de Mopti, des réalités du terrain afin d’adapter à celles-ci leurs soutiens. Ces précisions ont été données lors d’une conférence de presse animée par les deux chefs de mission en présence du chef de la Minusma.



Pour les conférenciers, cette mission est avant tout une façon pour les deux organisations de manifester leur solidarité et engagement aux côtés du peuple malien après les multiples atrocités commises dans la région de Mopti.

“Nous avons voulu, à travers ce déplacement conjoint, montrer la solidarité de notre organisation, la volonté de notre organisation, de renforcer notre action, notre engagement en constituant aux efforts des Maliens pour faire face aux difficultés auxquelles le Mali est confronté. C’est dans cet esprit que nous avons passé trois jours ici à Bamako mais aussi en allant à Mopti”, a précisé le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l’ONU, Jean-Pierre Lacroix.

Tout en reconnaissant l’imperfection de l’Accord pour la paix et la réconciliation, M. Lacroix a rappelé qu’il reste le seul moyen pour sortir le Mali de cette situation. Il a aussi indiqué que la Minusma a été créée pour répondre aux problèmes du Nord et la mise en œuvre de l’accord pour la paix et réconciliation. L’émissaire de l’ONU a souligné que les moyens de la Minusma ne seront pas augmentés, mais qu’elle sera désormais plus stratégique pour atteindre ses objectifs : restaurer la paix et la réconciliation entre les Maliens.

Pour le secrétaire général adjoint du service européen pour l’action extérieure, Pedro Serrano, cette mission conjointe de trois jours a permis aux deux partenaires du Mali dans la gestion de ses crises de se faire une idée de leur stratégie. “Les rencontres nous ont permis d’avoir une idée sur la complexité de cette situation. Ce qui se passe maintenant, c’est revoir comment nous devons façonner un autre engagement avec le Mali en coopération avec les nations unies pour travailler en pleine synergie et éviter toute sorte de duplication”, a-t-il proposé.

Répondant à la question si la Minusma a échoué ou pas, la réponse du représentant spécial du secrétaire général de l’ONU, chef de la Minusma, Mahamat Saleh Annadif, a été catégorique : “Je crois que nous avons tous échoué, personne à ce stade ne peut dire, j’ai réussi ou j’ai échoué mais à partir du moment que nous sommes là et qu’il y a des morts, considérons que nous avons tous échoué et le premier échec, c’est les Maliens d’abord”

■ Youssouf Coulibaly

Tension au RPM : La famille politique d'IBK dénonce un grand parjure politique



Le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita – non moins président-fondateur du parti présidentiel – finira visiblement ses deux mandats sans normaliser ses rapports avec ses camarades. En effet, en dépit de sa participation très active à sa réélection son locataire, le RPM demeure le parent le plus pauvre du pouvoir d'IBK, qui ne manque aucune occasion de rabrouer ses camarades. Finis les vicieuses mises au point sur le rôle du RPM dans son accession au pouvoir. Joignant l'acte à la parole, le président-fondateur, s'illustre par une indifférence déconcertante vis-à-vis de sa famille politique visiblement payée en monnaie de singe, à en juger par les sacrifices politiques loyalement consentis dans le

combat pour la magistrature suprême. Au demeurant, nombre de Tisserands se souviennent des engagements qu'à solennellement pris d'IBK de ne jamais trahir la loyauté de ses camarades. Une posture que d'aucuns assimilent à un parjure auquel serait imputable la pousse de son pouvoir.

Quand la pose des mines supplée le tourisme. Il n'est pratiquement plus possible de rallier une contrée à une autre sans rencontrer le danger d'une mine antipersonnel. Le phénomène pullule dans les diverses zones du Centre du Mali et y sévit depuis la sanctuarisation de cette zone par le djihadisme peul et fait des ravages dans les rangs de forces et de sécurité en y faisant régner la psychose. Le pire est que la pau-

vreté et le désœuvrement de la jeunesse sont passés par là. Avec le coup dur asséné par la crise au principal secteur d'activité économique de cette couche, le tourisme en l'occurrence, les jeunes sont devenus des proies très faciles aux enrôleurs de milieux islamistes. S'ils ne sont pas au front en compagnie des colonnes djihadistes armées, ils se contentent d'emplois intermittents qui consistent à poser discrètement des mines moyennant une fortune. Il se raconte que chaque mine posée peut être rémunérée jusqu'à hauteur de 75 000 francs de nos francs. De quoi rendre l'activité aussi attrayante qu'alléchante.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA



Sikasso : Les grottes de Missirikoro, de la légende à la réalité

Les grottes de Missirikoro, un bloc roché imposant, constituent l'un des importants sites historiques et culturels de la région de Sikasso. Ce site est fréquenté de nos jours par de nombreux maliens et des ressortissants des pays voisins comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et les touristes européens.

Les grottes de Missirikoro sont un trésor culturel inestimable où cohabitent plusieurs croyances, les animistes et les musulmans. Elles sont constituées de plusieurs blocs entrecroisés les uns à côté des autres et situées à une quinzaine de kilomètres de la ville de Sikasso.

Le premier bloc, qui se compose de deux pièces, est réservé aux animistes qui utilisent une pièce comme autel de culte où l'on immole les animaux et dans l'autre pièce, l'oracle trace les signes cabalistiques lors de ses consultations. Il y a ensuite un vestibule qui sert de réfectoire et de refuge des populations en cas de guerre. Il existe ensuite une sorte de laby-

rinthe orienté vers la Kaaba, c'est la mosquée qui ne désemplit pas de croyants, de marabouts venus faire des retraites spirituelles, surtout pendant le mois de carême. Il y a, enfin, le sommet des grottes qu'on ne peut atteindre que par échelles superposées.

Au-dessus de la grotte, le visiteur a une vue panoramique de la ville de Sikasso et des villages qui l'entourent. Notre correspondant de presse a été conduit sur les lieux par le directeur du musée régional de Sikasso, Mando Goïta, qui a donné de larges informations sur la légende de la grotte, sa valeur mystique et sa gestion actuelle par les communes rurales qui l'abritent.

Comme son nom l'indique en bambara, Missirikoro résulte de deux versions. D'abord la vieille mosquée, qui était le seul lieu où l'on pratiquait la religion musulmane dans le temps, car, selon notre interlocuteur, la majeure partie des populations étaient des animistes et s'opposaient à la pratique d'autres religions. Les premiers adeptes de la religion

musulmane étaient donc obligés de se retirer dans cette grotte pour accomplir leur devoir religieux. Comme cette grotte a servi de première mosquée dans la contrée, on l'a nommée « vieille mosquée » ou Missirikoro. La seconde version, c'est le village situé à proximité de la mosquée « Missirikoro ».

AU DEBUT, UNE LÉGENDE – La légende raconte qu'en lieu et place des grottes, se trouvait un lac très riche en poissons autour duquel une convoitise est née entre les villages environnants : Missirikoro, Sokourani et Niangansonni. Les anciens avaient trouvé une stratégie pour éviter la discorde. Ils instituèrent une pêche collective cyclique de la mare et les poissons pêchés étaient repartis entre les trois villages, selon la taille de leur population. Mais des incompréhensions sur la répartition ont provoqué des affrontements sanglants entre les trois villages.

Selon toujours la légende, les anciens se sont encore rencontrés pour trouver une nouvelle stratégie qui consistait à identifier le village propriétaire de la mare en faisant des serments, comme c'était le cas dans l'histoire. Chaque village devait donc prêter serment dans un langage dicté par le patriarche. Pour le village de Sokourani, qui détenait un

caillou comme témoin, le délégué du village jeta le caillou dans la mare en disant que si c'est son village qui a découvert, le premier, la mare, qu'elle se transforme en colline. Ensuite, le délégué de Niangasoni, qui détenait un arbuste, le jeta dans la mare, en disant qu'elle se transforme en bosquet, si son village est le propriétaire de ce cours d'eau. Enfin, le village de Missirikoro détenait un œuf que son délégué jeta dans la mare, en demandant aux génies que si le cours d'eau appartenait à son village, qu'il demeure mare.

Le Conseil des sages avait donc donné une semaine aux belligérants pour la suite de leurs prestations de serment. Selon la légende, le 6^e jour après la prestation de serment, un brouillard épais a envahi la surface de la mare et le 7^e jour, le cours d'eau s'est transformé en grotte, donnant ainsi raison au village de Sokourani qui est de nos jours le propriétaire des lieux. Actuellement, bien que le village de Missirikoro soit le plus proche des lieux, l'obédience sacrificielle relève de Sokourani. Malgré l'appartenance des lieux à Sokourani, le Conseil des sages des trois villages a décidé d'en faire un bien commun, comme la mare.

ORACLES, VŒUX ET SOUHAITS— Chaque année, les villages voisins se retrouvent autour de la grotte et procèdent aux cérémonies de sacrifices pour les génies des lieux. Les grottes sont ouvertes à toute personne dési-

reuse de s'y rendre, sans distinction d'ethnie, de race ou de religion.

Les grottes de Missirikoro sont d'utilité publique et rendent d'énormes services aux populations dans le domaine de la santé et des préoccupations quotidiennes.

Selon le directeur du musée régional, les rois de Sikasso, n'entreprenaient jamais d'expéditions guerrières sans consulter les génies de Missirikoro, sur le plan de la religion musulmane et de l'animisme ou les oracles, suivant les signes cabalistiques qui prédisaient l'issue de la guerre. Si l'issue des combats n'était pas favorable, les grottes servaient de refuge pour la population.

Selon notre interlocuteur, beaucoup de personnes fréquentent, de nos jours, les grottes pour avoir des enfants, guérir de maladies psychiques ou physiques, savoir si un mariage sera heureux ou pas, avoir une épouse ou un époux, une promotion, ou encore à la veille d'élections.

Le système est simple. Le visiteur promet que, si ses vœux sont exaucés, il offrira tel ou tel cadeau aux génies. Selon Mando Goïta, 95% des vœux sont réalisés. Il soutient avoir les preuves de ces succès, car il conduit régulièrement de nombreuses délégations maliennes et étrangères sur les lieux. Si le visiteur est satisfait, il doit obligatoirement tenir sa promesse. Récemment, une délégation d'ensei-

gnants burkinabé est passée par là et certains ont envoyé des cadeaux, car ils ont eu des promotions à leur retour.

Notre interlocuteur précise que les grottes de Missirikoro sont toujours envahies. Lors de notre passage, nous avons trouvé de nombreux élèves candidats aux prochains examens et des femmes en quête d'époux. « Au moment des élections, l'endroit ne désemplit pas », nous a-t-on dit. Certains vont du côté de la mosquée et d'autres vers les animistes ou plusieurs peaux d'animaux immolés sont en putréfaction. Là, les animaux sont immolés et consommés sur place. Par discrétion, notre interlocuteur n'a pas dévoilé les noms de plusieurs responsables qu'il aurait conduits sur les lieux.

La grotte de Missirikoro, demeure un trésor culturel et touristique à sauvegarder, tant sa renommée dépasse nos frontières. Le gouvernement, à travers le ministère de la Culture, a apporté quelques aménagements sur le site pour faciliter son accès.

Avec la décentralisation, les grottes relèvent traditionnellement de Sokourani, chef-lieu de commune, mais sont situées dans la commune rurale de Missirikoro. Les deux communes en font donc une gestion concertée.

■ FD/MD

Revalorisation de l'artisanat malien : Le ministre Mme Nina Walet Intallou montre le bon exemple

Consommer local pour revaloriser l'Artisanat Malien, c'est la formule toute trouvée par le département de tutelle avec le concours professionnel du Centre de Développement de l'Artisanat Textile (CDAT). En arborant, ce jeudi 20 juin 2019 lors du Conseil des ministres, une tenue 100% coton malien, confectionnée par le CDAT, Mme Nina Walet Intallou, ministre de l'Artisanat et du Tourisme, a très décemment donné le ton à ce qu'il convient d'appeler « Mali feeling ».

Madame le ministre appelle tous les maliens à faire la promotion de l'Artisanat local, une initiative qui contribuera à réduire le chômage et à valoriser la consommation locale.



Affaire Pétro Tim au Sénégal : La lettre de démission de M Aliou Sall

Cette affaire autour du pétrole, avant de prendre les contours d'un enjeu national, voire international, constitue aussi et d'abord un enjeu personnel, une véritable tragédie qui touche un être en chair et en os, un homme qui éprouve des sentiments, qui a été élevé dans certaines valeurs cardinales, qui vit en société, entouré de sa famille, de ses amis et de ses sympathisants.

On semble malheureusement l'oublier.

En effet, cette campagne présente l'autre (moi en l'occurrence), comme l'ennemi public numéro un, et elle se donne les moyens de faire mouche parce qu'elle finit de prendre le visage de la vérité à force de travestir les faits les uns après les autres.

Elle joue également de manière indécente sur la corde sensible de populations qui se battent au quotidien pour vivre voire pour survivre ; et à ces populations, elle s'emploie à offrir comme provision, des raccourcis cyniques et dangereux du genre :

Lii yeen ako moom, ay nitt akiimoo ko, def ko seen yeufi boop, niom ak seeni diabarr, seeni doom, seeni kharitt.

En somme, c'est une campagne visant à me « déshumaniser » (le mot n'est pas trop fort), parce que c'est de cela qu'il s'agit, une campagne qui présente l'autre (toujours moi)

comme le méchant face aux bons, celui qui s'abreuve du sang et de la sueur du peuple sénégalais, le personnage sans foi ni loi qui nargue un peuple exsangue.

La caricature est sans pitié !

Qui ne serait pas indigné, choqué, offensé au plus haut point par une telle tyrannie langagière, un tel déferlement de bavures au propre comme au figuré.

C'est donc dire si je peux comprendre dans un certain sens, ceux qui, de bonne foi, ont pu à un moment ou un autre, prêter une oreille attentive et bienveillante aux propos tendancieux déversés à longueur de journée, ou même ceux qui ont choisi de hurler avec les loups parce que tout simplement mus par une haine viscérale.

Ainsi va le monde ! Et lorsque la perfidie du champ politique se mêle à la duperie érigée en dogme, l'ombre prend de l'épaisseur et la lumière est réduite à sa plus simple expression.

Que Dieu nous préserve de la méchanceté gratuite, et surtout du mensonge structuré !

Face à une telle entreprise de déstabilisation savamment construite, il faut l'avouer, il y avait, à mes yeux, deux réponses à apporter : l'une par la prise de parole publique, l'autre par les actes.

Faut-il rappeler que j'avais dans un premier temps décidé de répondre point par point aux accusations iniques sur mon appartenance à telle ou telle société, sur des éléments de salaire, sur des versements de commissions indues, sur une rente pétrolière ahurissante étalée sur pas loin d'un demi-siècle. Pas moins.

Certains parmi mes compatriotes ont bien saisi la substance du message que j'ai voulu délivrer et y ont souscrit. D'autres ont continué leur entreprise de destruction en s'inscrivant bien entendu, toujours dans leur logique préconçue de politique de la terre brûlée.

Toutes choses qui ont fini de pousser l'Etat du Sénégal à ouvrir une information judiciaire pour donner corps à sa volonté de rétablir la vérité d'une part, et celle de prendre les mesures idoines, d'autre part.

Bien évidemment, comme je l'ai dit, depuis le premier jour, toute cette malheureuse controverse n'est entretenue qu'autour d'un tissu d'amalgames et de contrevérités destinées à alimenter une autre campagne, plus insidieuse, celle-là, et qui va au-delà de ma modeste personne.

Croyez bien que je suis le premier à être en phase avec cette décision de l'Etat du Sénégal.

Ceci dit, il s'agit aujourd'hui d'apporter la seconde réponse. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu moi aussi m'adresser aux sénégalais et à l'opinion internationale à travers la vaillante population de Guédiawaye qui m'a fait



l'honneur de m'accorder sa confiance, mais aussi qui, au milieu de la tempête et des vagues successives de diffamations, de critiques et d'insultes de toutes sortes, n'a de cesse de me manifester son soutien, à l'instar de nombreux autres sénégalais d'ici et d'ailleurs, révoltés par l'ampleur de la cabale et de l'injustice.

Je remercie toutes ces personnes, souvent des anonymes, qui me témoignent tous les jours leur sympathie et leur affection.

Je tiens donc à répondre cette fois-ci par les actes parce qu'il est aussi de mon devoir, pour le présent comme pour l'avenir, pour ne pas dire pour l'histoire tout court, il est de mon devoir de laver mon honneur sali, de protéger les miens qui sont aujourd'hui encore plus touchés que moi dans leur chair et dans leur esprit. C'est à la fois un problème de justice, de dignité mais aussi de responsabilité.

Monsieur Le Président de la République qui, au-delà du même sang que nous partageons, sait, mieux que quiconque, dans quel moule de vertu, de sagesse et d'humilité nous avons été éduqués ensemble et qui m'a témoigné sa confiance pour assumer une charge publique, comprend les actes que je pose en ce moment précis.

Permettez-moi ici de lui renouveler mes remerciements les plus sincères.

Pour dire enfin, que, fort de la conviction profonde que demain il fera jour, et que la lumière finira d'avoir raison des ténèbres, je prends ici devant vous la décision de donner ma démission de la tête de la Caisse de Dépôts et de Consignations à compter de ce jour.

Dans le même temps, je peux vous assurer, mes chers amis, que je prends date pour l'avenir, parce que je reste persuadé que cette épreuve rendra beaucoup de service à mon peuple dans le futur.

Elle aura en effet le mérite, j'en suis sûr, de montrer à la face du monde les vrais visages de ceux qui salissent la noblesse de la politique sous des dehors de serviteurs du peuple.

Je vous remercie.

Aliou Sall

Tentative de coup d'État en Éthiopie : Au moins trois hauts responsables tués en plus du chef d'état-major



Le dimanche 23 juin 2019, la télévision éthiopienne a annoncé la tentative de coup d'État perpétrée par un général de l'armée dans l'État d'Amhara, au nord du pays. Au moins trois hauts responsables et le chef d'état-major ont été tués.

Contrairement aux annonces de certains médias d'État qui désignaient le coupable de la sécurité dans la région, le général Asamnew Tsige, pour orchestrateur de la tentative de coup d'État, le président de l'État d'Amhara, Ambachew Mekonnen et son conseiller ont été également tués. Selon les renseignements, la fusillade a eu lieu alors que les responsables fédéraux rencontraient le chef de l'État, un allié d'Abiy, pour discuter de la manière à freiner le recrutement ouvert des milices ethniques par Asamnew, disait à Reuters un responsable basé à Addis. Notons qu'une semaine bien avant ces événements, Asamnew avait ouvertement conseillé au peuple Amhara, l'un des plus grands groupes ethniques d'Éthiopie, de s'armer dans une vidéo diffusée sur Facebook et vue par un journaliste de Reuters. À la télévision du pays, Abiy lançait

le samedi que la tentative de coup d'État a eu lieu dans la capitale Amhara, Bahir Dar dans la journée. Il précisait aussi que le chef d'état-major éthiopien, Seare Mekonnen était parmi les victimes de la situation. Confirmation qui avait déjà été donnée par les médias d'État qui annonçaient la mort de Seare par un garde du corps. Depuis son arrivée au pouvoir en date de l'année dernière, disent les informations, Abiy tentait de mener des réformes politiques et d'ouvrir le pays qui était auparavant isolé, voire obsédé par la sécurité des 100 millions d'habitants de la Corne de l'Afrique. Outre cela, il a aussi libéré des prisonniers politiques, levé les interdictions de partis politiques et poursuivi des responsables accusés d'atteintes flagrantes aux droits humains. Suivant les données d'Abiy, la tentative de coup d'État a eu lieu lorsque les représentants du gouvernement régional étaient en réunion. Courant cette opération de tentative de déstabilisation de l'État, au moins trois hauts responsables ont perdu la vie en plus du chef d'état-major.

■ Mamadou Diarra

Burkina Faso: Deux nouvelles attaques de jihadistes meurtrières dans le Nord

Burkina Faso, deux nouvelles attaques de jihadistes meurtrières ont eu lieu, samedi 22 juin, dans le nord du pays. Quinze personnes ont été tuées dans les localités de Sagho et Toékodogo.

C'est le ministre de la Défense qui l'annonce. Selon Chérif Sy, ces deux nouvelles attaques ont visé les localités de



Sagho et de Toékodogo, dans commune de Barsalogo, où des hommes armés sont entrés dans la soirée de samedi et ouvert le feu. Quinze personnes ont été tuées, trois boutiques ont été incendiées ainsi qu'une dizaine de motocyclettes. Les membres du groupe armé se sont finalement mis en fuite par l'intervention des forces de sécurité. Mardi dernier, 17 personnes avaient été tuées un peu plus au nord du pays, à Béléhédé. Le nord du Burkina Faso est régulièrement la

cible de groupes jihadistes. Le ministre de la Défense a assuré la « détermination du gouvernement à assurer la sécurité des populations », des promesses qui interviennent alors que les forces armées ont lancé en mai une opération dans les régions du Sahel, du nord et du centre nord. Baptisée « Doofu », cette opération succède à une autre, menée courant mars, dans les régions de l'est et du centre-est du pays, également touchées par les attaques.

Niger : La première Dame à l'opération de salubrité

La Première Dame du Niger, Dr. Lalla Malika Issoufou, Présidente de la fondation Tattali-Ilyali a empoigné balai et râteau, prenant ainsi activement part à l'opération de salubrité organisée hier dimanche 23 juin. C'était en compagnie de la ministre de la Promotion de la femme ; celui de la Renaissance culturelle ; du Directeur de l'Agence UA Niger-2019 ; du gouverneur de la région de Niamey et du président de la Délégation spéciale de la Ville de Niamey.

Durant environ une heure d'horloge, la Première Dame, Dr. Lalla Malika Issoufou et la délégation qui l'accompagne ont sillonné le musée, pavillon après pavillon, où étaient déployés à plusieurs niveaux des groupes des femmes gendarmes, gardes nationales, douanières et policières, dans l'ambiance des chants de l'artiste militaire Maman Sani. Munie de son balai, Dr Lalla Malika Issoufou, s'est prêtée à la tâche avant de saluer et encourager l'action salutaire de ces braves ci-

toyens. « Je suis venue soutenir les femmes des FDS, fortement mobilisées pour assainir notre cher patrimoine, qu'est le musée national, en prélude au sommet de l'Union Africaine (UA) Niger 2019. Avec plus de 4000 visiteurs que va accueillir notre capitale, très bientôt, nous devons les recevoir dans une belle ville coquette. Et je suis très fière de ce que je vois aujourd'hui », a témoigné la première Dame, également présidente de la Fondation Tattali Ilyali.

La Première Dame s'est référée aux enseignements religieux pour inviter, aussi, l'ensemble des populations à cultiver davantage l'esprit de la propreté qui représente 50% de notre foi. « Même au-delà de ce sommet, il faut que Niamey soit belle et coquette », a-t-elle insisté. Dr. Lalla Malika Issoufou a annoncé qu'en marge de ce sommet de l'Union Africaine, elle fera découvrir le Musée national aux Premières Dames du continent. « On ne peut visiter notre pays sans s'intéresser à cette vitrine de notre histoire et de nos cultures. En l'assainissant nous serons fiers de le faire découvrir à nos hôtes, de faire ressortir au mieux nos merveilleuses traditions dans la dignité », a soutenu Mme El back Tari Bako, ministre en charge de la Promotion de la femme.

Pour sa part, le gouverneur de la région de Niamey a saisi la même occasion pour démentir les rumeurs ayant enflammé récemment les



réseaux sociaux, faisant état de détournement des squelettes de dinosaures du musée au profit de l'aéroport rénové. Devant le pavillon abritant les dinosaures du musée, bien à leur place, face à la presse le gouverneur a indiqué qu'il y'en a autant d'ailleurs, une dizaine de caisses. Et « C'est sur instruction du Président de la République, Chef de l'Etat, SE Issoufou Mahamadou qu'une équipe est allée le chercher dans l'Aïr, plus précisément à Gadafawa, où nous avons encore plus d'une dizaine de caisses d'ossements de dinosaures que le Niger peut, au besoin monter. Nous l'avons fait, à l'aéroport pour montrer que nous sommes un pays plein d'histoire », a déclaré le gouverneur de la région Niamey, M. Issaka Hassan Karanta.

Diadié Samassékou : «On n'a pas vraiment de pression»



« C'est la première CAN pour la plupart d'entre nous, on est jeune on n'a pas vraiment de pression », a confié à l'AFP Diadié Samassékou, milieu du RB Salzburg et d'une équipe du Mali renouvelée, un « avantage » pour lui.

Entretien.

Quelles sont vos ambitions ?

Nos ambitions vont venir au fur et à mesure du tournoi. L'objectif c'est de passer la phase de poule. On ne se met pas de pression, c'est la première CAN pour la plupart d'entre nous, nous allons découvrir, on verra bien.

Votre équipe est très jeune, c'est un avantage ou un inconvénient ?

Je pense que c'est un avantage. Quand on est jeune on n'a pas vraiment de pression, on a envie de faire quelque chose de bien, de très bien. Donc ce n'est pas mauvais d'avoir une équipe jeune.

Que pensez-vous des autres équipes de la poule ?

Je ne connais pas personnellement le niveau de chaque équipe. Je sais que l'Angola a toujours une équipe très forte à la CAN. La Tunisie est la grande favorite du groupe, elle était tête

de série. Pour la Mauritanie c'est leur première CAN, ils auront à cœur de bien faire.

Qui sont les favoris ?

Le Sénégal et l'Égypte ont une petite longueur d'avance par leur expérience et la qualité de leur effectif.

C'est la première CAN à 24 équipes, qu'en pensez-vous ?

C'est ma première CAN, donc je ne sais pas si ça change quelque chose. La compétition sera un peu plus longue. Mais ça donne leur chance aussi à plein d'équipes, c'est bien pour le développement du football africain, c'est même très bien.

Jouer l'été, c'est un risque de grosse chaleur en Égypte ?

Ce sera compliqué pour les équipes qui n'ont pas l'habitude de la grande chaleur. Pour nous ce ne sera pas un désavantage, nous sommes accoutumés.

Mais vous jouez en Autriche, il fait frais...

Je vais passer toutes mes vacances dans la famille, je reviens souvent, je suis habitué à la chaleur, et ce n'est pas quelque chose que l'on perd.

Contrairement à pas mal d'équipes, vous avez un sélectionneur africain...

C'est une approche différente, il écoute beaucoup les joueurs, il est beaucoup plus à l'écoute. Ils savent (les coaches africains) qu'ils sont là aussi pour apprendre, la CAN c'est le plus haut niveau en Afrique. Pour nous, ça a été très bien avec Mohamed Magassouba, il a donné leur chance à beaucoup de jeunes. Beaucoup de joueurs étaient forts dans les sélections de jeunes, il fallait faire un saut pour passer à l'équipe première, et il nous a donné la possibilité de le faire.

Pour votre avenir, on entend des rumeurs de transfert à Marseille...

Pour le moment je suis comme vous, j'entends des rumeurs. Je ne pense qu'à la CAN.

La CAN, c'est un accélérateur de carrière ?

Oui, ça peut l'être, mais je n'y vais pas pour ça, je n'y vais pas pour me montrer. Avec le niveau que j'ai montré ici (en Europe) depuis trois saisons, je n'ai pas besoin de la CAN, les équipes européennes me connaissent.

■ **Christophe BEAUDUFE**

Le coach de l'Algérie Belmadi sur l'équipe du Sénégal : « Mon ami Aliou doit assumer son rôle de favori »

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, s'est exprimé, ce matin, au sujet du statut de favori de ses hommes durant cette CAN en conférence de presse. Pour lui, le Sénégal est favori face à ses hommes et Aliou Cissé doit assumer ce rôle.

Belmadi refuse le statut de favori face au Sénégal. « Je pense que pour être favori, il faut avoir gagné la Coupe d'Afrique au moins une fois hors de ses terres. On est sortis au premier tour en 2017, nous n'avons pas disputé la dernière Coupe du Monde. Rien ne fait de nous les favoris ».

Selon lui Aliou Cissé doit assumer ce rôle qui lui revient de droit. « Je ne joue aucun rôle (Eviter le statut de favori, NDLR), je laisse ça à d'autres coachs. Aliou (Coach du Sénégal, NDLR) mon ami doit lui assumer son rôle de favori s'il joue à ça. Il a joué la Coupe du Monde, il a des remplaçants qui jouent dans de grands clubs ».



malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{ans} **Malikilé**
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



Bélier (21 mars - 19 avril)

Grâce à Jupiter, vous bénéficierez d'une énergie formidable propre à accomplir de grandes choses et surtout à innover. Il vous faudra cependant réussir à convaincre votre hiérarchie qui se montrera particulièrement réfractaire aujourd'hui.

Vous pourriez avoir l'opportunité de partir en voyage pour un prix défiant toute concurrence. Malheureusement, vos impératifs professionnels ne vous permettront pas de vous libérer pour en profiter. C'est ainsi que cette bonne affaire pourrait vous passer sous le nez.



Taureau (20 avril - 19 mai)

À l'occasion d'une réunion, vous serez sollicité par vos collègues pour les représenter. Votre réponse sera : NON ! Vous ne jugerez pas utile de vous justifier. Officieusement, vous n'appréciez pas suffisamment vos collègues pour les défendre.

Ami Taureau, vous assumerez vos choix financiers, comme par exemple votre nouvelle voiture ! Après tout, cet argent vous ne l'avez pas volé. Vous avez travaillé dur pour l'obtenir. C'est pourquoi vous n'éprouverez pas de honte à vous faire plaisir.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Quelques tracas viendront vous encombrer. Des jaloux chercheront à vous nuire pour mieux se faire valoir eux-mêmes. Ces comportements vous insupporteront et vous ne manquerez pas de le faire savoir. Gardez votre calme. Vos mérites seront reconnus.

Sans jeter l'argent par les fenêtres, car il ne s'agira pas d'acheter n'importe quoi non plus, vous irez fort avec votre carte bleue. Vous trouverez toutes les bonnes raisons pour justifier vos nombreuses dépenses, pour vous donner bonne conscience.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Il est important de ne pas prendre à coeur ce que vous pourriez entendre aujourd'hui, car Mars et Mercure dans votre signe agitent votre service. Des collègues peuvent vous demander de travailler plus vite. La maladresse dans les paroles cause des tensions.

Les jours se suivent et vous incitent à rester prudent quand il faut dépenser pour les sorties. Le budget loisirs peut être momentanément revu à la baisse. La situation frustre, mais vous voyez le bon côté des choses. Des dépenses sont dues à des charges.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez entendre parler d'une opportunité de travail intéressante à l'étranger ou encore au sein du corps enseignant, mais soit parce que vous n'aurez pas postulé assez vite, soit parce que vous êtes trop âgé, celle-ci vous échappera.

Vous vous sentirez prêt aujourd'hui à vous lancer dans la spéculation et les placements à risque. Toutefois, si l'idée en elle-même n'est pas mauvaise, c'est le moment qui sera peut-être mal choisi. En effet, Saturne aura un effet bloquant sur votre flair en affaires.



Vierge (23 août - 23 septembre)

En mélangeant vie professionnelle et vie privée, vous saviez pertinemment que cela pouvait être positif ou négatif. Aujourd'hui, les influx contrariants de Mars vont vous pourrir la vie. Côté pro, vous perdrez des sous. Côté coeur, ce sera tendu...

Si vous prêtez aujourd'hui votre voiture à un ami, n'oubliez pas de faire le tour du véhicule quand il vous la rendra. En effet, elle pourra être rayée ou cabossée. Ami Vierge, votre assurance ne remboursera pas malheureusement tous les dégâts...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez envie de vous dépasser et de donner le meilleur de vous-même. Vos efforts porteront leurs fruits puisque vous vous ferez remarquer et que vous progresserez. Pour vous créer des opportunités, vous vous ouvrirez à de nouveaux apprentissages.

Vous serez certain à quatre-vingt-dix pour cent que ce projet pourrait être une affaire juteuse. Afin de vérifier votre intuition, vous ferez une analyse comptable. Vous aurez beau chercher des moyens financiers, vous n'en trouverez pas aujourd'hui.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Le moment de prendre un nouveau cap est arrivé. Vous récoltez des pistes pour votre parcours qui s'essouffle actuellement, pris par une routine de vos activités. De la patience est demandée, car ce nouvel horizon doit passer par une probable formation.

Offrez-vous des moments agréables grâce à un budget étudié et sans surprise. Ces bonnes résolutions sont pourtant interrompues par des coups de coeur très imprévisibles et motivés par des émotions. Une soirée avec de nouveaux amis peut causer des frais.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre planète Jupiter sera à vos côtés et vous confèrera esprit d'aventure et optimisme au travail. Toutefois, tout ce beau dynamisme sera contrarié par Saturne qui placera divers obstacles sur votre route.

Vous aurez, par-dessus tout, envie de vous faire plaisir et de dépenser sans compter. Toutefois, vous pourriez vous apercevoir bien vite que votre budget est loin d'être inépuisable. Vous pourriez ainsi arriver au bout de votre découvert autorisé ou du montant total hebdomadaire que vous pouvez retirer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous devez passer aujourd'hui un entretien pour une embauche éventuelle, vous serez capable de vous attribuer des compétences imaginaires. Une fois sur place, vous penserez être assez malin pour donner le change. Vous ne douterez de rien...

Symbole de générosité, mais aussi de débordements et d'erreurs, la Lune vous entraînera au bord du précipice... Même si une personne sait vous présenter les choses, évitez de lui prêter des sous. Vous aurez toutes les peines du monde à récupérer vos fonds.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Suivez le courant et évitez de braver les événements. Cela semblera facile en théorie, mais compliqué sur le terrain quand vos projets ralentiront après être partis en flèche. Marquez le pas, vous progresserez lentement, certes, mais sur la bonne voie.

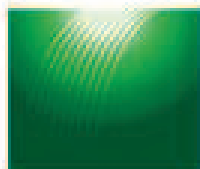
Puisque vous expliquerez par téléphone ne suffira pas à vous faire entendre, vous poserez toutes vos revendications sur papier. Vous enverrez votre courrier par voie recommandée, car vous refuserez de payer pour des travaux qui seront à recommencer.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous aimeriez retrouver une voie professionnelle en harmonie avec vos aspirations. Neptune dans votre signe vous fait idéaliser une vie. Pourtant des efforts sont encore à fournir dans vos démarches ou même pour supporter l'ambiance sur le lieu de travail.

Les économies sont à maintenir, car les charges et les règlements obligatoires restent importants. La famille peut vous faire part de petites attentions ou dons qui épargnent des achats liés à la vie domestique. Ne vous précipitez pas sur les frais inutiles.



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net

